

Éditorial

Europe : vers des irruptions démocratiques ?

FRÉDÉRIC LEBARON

Le succès de Syriza aux élections législatives de janvier en Grèce illustre le fait que l'ordre néolibéral européen n'est pas sorti d'une crise économique et politique profonde, et que des perspectives de « sortie de crise » commencent à s'exprimer sous des formes nouvelles.

Six ans et demi après la faillite de Lehman Brothers (septembre 2008), la zone euro, qui avait été présentée un temps comme un « bouclier » face à la crise, est sans aucun doute la région du monde qui en a subi les conséquences les plus aiguës et les plus dramatiques, de façon bien sûr très inégale selon les pays et les groupes sociaux. La nationalisation des pertes qui a fait suite au quasi-effondrement du système financier, sous la forme d'une montée brutale de l'endettement public, a entraîné un durcissement des règles déjà rigides mises en place par le traité de Maastricht pour instaurer l'Union économique et monétaire. Cela a eu pour conséquence une période de stagnation, des phases de « pseudo-reprise » et des rechutes régulières de

l'activité jusqu'à aujourd'hui. La contre-performance de la zone euro depuis 2009 est ainsi particulièrement saisissante, après une première décennie qui s'était déjà avérée médiocre en matière de croissance et d'emploi.

Typiquement, la période actuelle (mi-février 2015) a toutes les apparences de la « reprise », avec des indicateurs conjoncturels, notamment la consommation des ménages, apparemment mieux orientés et une forte hausse des indices boursiers¹. Cette évolution, liée à la baisse de l'euro et du prix des matières premières, à laquelle s'ajoute la politique expansionniste de la BCE, risque pourtant de n'être qu'une brève parenthèse, précédant l'entrée complète et irréversible dans une période de déflation. Le niveau des prix continue en effet de baisser en France et au sein de la zone euro². À court-terme, l'effet peut sembler bénéfique, mais la pression à la baisse sur les salaires et les prix risque de rapidement annihiler cet effet.

Le bilan de l'euro n'est pas seulement terne, pour ne pas dire mauvais,

1. http://www.lepoint.fr/economie/assiste-t-on-a-un-fremissement-de-reprise-economique-06-01-2015-1894387_28.php

2. <http://www.insee.fr/fr/themes/info-rapide.asp?id=29>; <https://www.ecb.europa.eu/stats/prices/hicp/html/inflation.en.html>

du point de vue des critères usuels de mesure des performances économiques que sont la croissance du PIB, le taux de chômage ou encore les niveaux d'endettement privé et public. Outre ses performances sociales désastreuses, il s'accompagne en effet d'une crise démocratique de plus en plus visible, qui érode la confiance déjà défaillante dans le projet européen et dans les valeurs de solidarité qui lui sont officiellement associées.

Cette « crise », à la différence des cycles économiques et financiers, suit un mouvement très particulier, lié à des temporalités politico-institutionnelles nationales et européennes qui s'entrecroisent, et parfois s'entrechoquent, rendant plus difficile leur analyse et leur compréhension globale. Le succès électoral de Syriza est ainsi, au moins pour une part, la conséquence d'une ultime tentative du gouvernement conservateur grec d'asseoir une autorité politique chancelante après quatre années de politique d'austérité brutale et socialement destructrice, qui a conduit à la formation d'une force de résistance aux contours inédits. Celle-ci doit cependant faire face à une pression violente de la part des institutions européennes et notamment du gouvernement allemand, qui cherchent à tout prix à maintenir sa sujétion à l'ordre néolibéral, et lui imposent un cadre rigide de politique publique.

Le recours du gouvernement français à la procédure anti-démocratique de l'article 49.3 de la Constitution de 1958 pour faire passer un paquet de « réformes structurelles » (entendre : néolibérales) emblématiques, même si elles sont d'une ampleur relative, est la plus récente manifestation d'une fragmentation politique dont les divisions

parlementaires ne représentent que la surface visible.

À chaque élection partielle, il apparaît plus manifeste que l'ensemble du champ politique français se recompose rapidement, avec un effondrement global de « la gauche » (désormais totalement clivée, au point que cette expression ne fait plus guère sens pour une grande partie de la population, et que les habituels « réflexes » de report des voix deviennent de plus en plus problématiques³), une stagnation de la droite (elle-même tiraillée entre deux pôles de moins en moins conciliables, l'un néolibéral et euro-fédéraliste, l'autre souverainiste et ultra-libéral) et une montée en puissance sensible du Front National qui perturbe l'ensemble du jeu traditionnel⁴.

L'année 2015, avec ses diverses échéances électorales (élections en Espagne, en Irlande, etc.) devrait voir s'accroître ces fractures politiques aux conséquences de plus en plus déstabilisatrices, et difficilement prévisibles.

La situation en Allemagne risque en particulier de connaître de nou-

3. Si l'on observe des reports importants de l'électorat de droite vers le FN lors de certaines élections partielles, selon les estimations issues des modèles de la science électorale (voir les travaux de Joël Gombin), on peut aussi faire l'hypothèse que les reports internes à « la gauche » vont devenir de plus en plus difficiles, par exemple entre les candidats Front de Gauche ou EELV, et les candidats clairement associés à la politique néolibérale du gouvernement Valls. Il est probable que l'on voit se multiplier les appels à l'abstention dans les configurations PS (tendance Valls-Macron) / UMP, voire même PS (Valls-Macron) / FN. Ces phénomènes devraient logiquement s'accroître en 2015.
4. En dépit de ses limites méthodologiques, la plus récente enquête de l'IFOP sur les élections départementales donne une idée de l'état des rapports de force qui se dessine : http://www.ifop.com/?option=com_publication&type=poll&id=2941.

velles dynamiques surprenantes, qui ont commencé à s'esquisser durant les dernières semaines, notamment depuis l'arrivée au pouvoir de Syriza. Face à la pression maintenue de l'organisation anti-euro et nationaliste *Alternative für Deutschland* et face à la montée d'un mouvement islamophobe radical qui organise des manifestations de rue (Pegida⁵), la CDU, et plus encore, son alliée la CSU bavaroise, sont traversées par des poussées de radicalisation idéologique, en particulier sur le front économique (sur le thème habituel du refus de payer pour les mauvaises pratiques des pays du Sud). Alliée au SPD, Angela Merkel continue d'incarner une frange pro-européenne et (relativement) plus modérée face aux « faucons » néolibéraux, qui poussent à un durcissement de la politique européenne, qu'ils soient liés à la Bundesbank ou simplement des représentants des franges les plus anti-européennes de l'opinion allemande⁶.

La dislocation du champ politique européen ne laisse en vérité aucun pays totalement indemne. Quand les rapports de force entre partis se maintiennent, c'est, semble-t-il, au prix de stratégies d'« ambiguisation » qui accroissent leur hétérogénéité interne,

au point parfois de faire se dédoubler les structures partisans, comme on le voit aujourd'hui avec le PS français.

L'année 2015 s'annonce donc comme une période de fort trouble dans les logiques de l'offre politique européenne, d'autant que diverses échéances électorales vont rappeler un fait que beaucoup de commentateurs ont tendance à oublier : le système électoral (encore) démocratique peut donner lieu à des irruptions inattendues, aux conséquences encore moins faciles à anticiper, et contribuer à faire bouger des « règles européennes » de plus en plus obsolètes. ■

5. *Patriotische Europäer gegen die Islamisierung des Abendlandes*, c'est-à-dire Européens patriotes contre l'islamisation de l'Occident.

6. Illustration du scepticisme mâtiné de xénophobie ordinaire sur la Grèce qui nourrit un très grand nombre de commentaires de lecteurs, le titre d'un éditorial récent du journal *Die Welt* – Le *show* grec de la réforme ne résoudra aucun problème – résume la tonalité très négative de la réception allemande de l'accord permettant à la Grèce de bénéficier d'une prolongation du financement européen : <http://www.welt.de/debatte/kommentare/article137792997/Die-griechische-Reformshow-wird-kein-Problem-loesen.html>.